ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 17 juillet 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent "fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires et aux personnes assimilées aux militaires, en service aux forces belges d'occupation ou accomplissant des missions en Allemagne occupée", a donné en sa séance du 2 août 1950 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 17e Juli 1950 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent "tot vaststelling van het vergoedingstelsel toepasselijk op de militairen en de met militairen gelijkgestelde personen, in dienst bij de Belgische bezettingskrijgsmachten of die opdrachten in bezet Duitsland vervullen," heeft op de zitting van 2 Augustus 1950 het volgend advies gegeven :

La section II du chapitre premier du projet traite d'une majoration de l'indemnité de service aux forces belges d'occupation.

Comme il s'agit en réalité d'une indemnité spéciale dont l'octroi échappe aux règles inscrites aux articles 3 à 6, il serait préférable de remplacer l'expression "majoration de l'indemnité de service aux forces belges d'occupation" par l'expression "indemnité spéciale de service aux forces belges d'occupation".

L'article 11 interdit le cumul d'indemnités de commandement et le cumul d'une indemnité de commandement avec l'allocation attachée à l'exercice de certaines fonctions militaires spécialisées. On ne peut déterminer si cet article interdit également le cumul de l'indemnité de commandement avec les diverses indemnités dites de fonction, prévues à l'article 138 du règlement approuvé par l'arrêté royal du 25 juin 1931.

S'il entre dans les intentions du gouvernement d'interdire semblables cumuls notamment avec l'indemnité prévue à l'article 138 de ce règlement, l'alinéa 2 de l'article 11 devrait être rédigé de la manière indiquée ci-après :

" L'allocation attachée à l'exercice de certaines fonctions militaires spécialisées, prévue par l'arrêté du Régent du 12 juillet 1948, et l'indemnité de fonction, prévue à l'article 138 du règlement approuvé par l'arrêté royal du 25 juin 1931, ne sont pas allouées aux officiers qui bénéficient de l'indemnité de commandement prévue à l'article 9 du présent arrêté.".

L'article 13 autorise le Ministre de la Défense nationale à assimiler aux militaires des personnes en service aux forces belges d'occupation.

./.

Afin de lever tout doute quant à la portée de cette assimilation, il conviendrait de compléter cet article par un alinéa précisant que les personnes ainsi assimilées perçoivent les indemnités prévues par le projet, au taux fixé pour les militaires du grade auquel elles sont assimilées.

Il conviendrait, en outre, de ramener à cet article, pour en faire le troisième alinéa, le deuxième alinéa du paragraphe 2 de l'article 2.

Cette disposition constitue, en effet, une exception aux principes énoncés à l'alinéa 2.

A l'article 15 devrait être insérée la dérogation qui résulte du nota bene figurant au tableau 4 des annexes. Cette dérogation trouverait sa place au 1° de l'article.

L'article 16 tend à définir ce qu'il faut entendre pa missions simples et par missions multiples.

Aucune disposition du projet ne faisant allusion à de missions de cette nature, cet article semble pouvoir être omis sans aucun inconvénient.

L'omission de cet article aura pour conséquence de modifier la numérotation de tous les articles suivants.

Tel que l'article 24 est libellé, on pourrait en déduire que les indemnités de services permanents, qui "sont dues à partir du lendemain du jour où le militaire rejoint son poste jusqu'à la veille du jour où il quitte définitivement celui-ci", sont versées au militaire lorsqu'il est e congé.

Si cette interprétation n'est pas conforme aux intentions du gouvernement, il conviendrait de modifier le libel lé de cet article de manière à lever tout doute concernant

./.

sa portée. On pourrait utilement s'inspirer, à cette fin, des termes de l'article 15 du projet d'arrêté fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires et aux personnes assimilées aux militaires accomplissant des missions à l'étranger, qui a fait l'objet de l'avis du Conseil d'Etat portant le n° L. 1127.

L'article 27 concerne les déplacements des militaires attachés en permanence aux organismes de liaison près des commandements alliés des zones d'occupation en Allemagne.

Si, comme cela paraît résulter de l'article 29, il entre dans les intentions du gouvernement de donner aux militaires visés les mêmes avantages que ceux dont peuvent bénéficier, en ce qui concerne leur famille, les militaires attachés en permanence aux organismes établis à l'étranger, l'article devrait être complété.

On pourrait s'inspirer à cette fin des termes de l'article 17 du projet d'arrêté qui a donné lieu à l'avis du Conseil d'Etat portant le n° L. 1127.

L'article 31 du projet a pour objet, non d'arrêter des dispositions transitoires, mais d'apporter des modifications aux arrêtés qui, jusqu'au jour de la mise en vigueur de l'arrêté nouveau, régiront l'octroi de l'indemnité de service en Allemagne occupée.

Il conviendrait de modifier la rédaction de cet article de manière à mieux faire apparaître cet objet.

L'article 32 tend à régulariser la situation des militaires attachés en permanence à un organisme de liaison auprès des commandements alliés en Allemagne occupée.

Cet article, tel qu'il a été modifié par le gouvernement, ne suscite pas d'observation.

./.

Le projet appelle, enfin, nombre d'observations de pure forme qui ne nécessitent aucun commentaire. Elles ressortent du texte reproduit ci-après.

Arrêté royal fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires et aux personnes assimilées aux militaires, en service aux forces belges d'occupation ou accomplissant des missions en territoires occupés.

BAUDOUIN, Prince royal, exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 67 de la Constitution;

Vu le règlement relatif aux traitements, soldes et indemnités diverses, ainsi qu'aux droits du personnel de l'armé et de la gendarmerie aux allocations et prestations en deniers et en nature, approuvé par l'arrêté royal du 25 juin 1931;

Vu l'arrêté du Régent du 12 juillet 1948 attachant une allocation à l'exercice de certaines fonctions militaires spécialisées, modifié par l'arrêté du Régent du 5 juin 1950;

Vu l'arrêté du fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires et aux personnes assimilées aux militaires accomplissant des missions à l'étranger;

Considérant que l'indemnisation des militaires en service ou effectuant des missions en territoires occupés doit faire l'objet de dispositions particulières;

Vu l'autorisation du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale sur l'avis conforme de la Commission consultative du contrôle et du contentieux au sujet du régime des allocations familiales;

./.

Vu les avis du Premier Ministre, donnés les 4 avril 1950 et 23 juin 1950;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.

Par dérogation à l'arrêté du ... , le régime d'indemnisation applicable aux militaires et aux personnes assimilées aux militaires, qui sont en service aux forces belges d'occupation ou accomplissent des missions en territoires occupés, est réglé par les dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE Ier. Régime d'indemnisation applicable aux militaires appointés en service aux forces belges d'occupation.

Section Ière. Indemnité de service aux forces belges d'occupation.

Article 2.

§ 1er. Il est alloué aux militaires appointés, en service aux forces belges d'occupation ou qui y accomplissent un stage, une indemnité journalière dite "indemnité de service aux forces belges d'occupation" dont les taux sont fixés aux annexes du présent arrêté.

§ 2. Cette indemnité est allouée aux taux prévus pour les mariés, aux militaires célibataires, veufs, séparés de corps ou divorcés pour autant qu'ils aient à leur charge un ou plusieurs enfants en raison desquels ils bénéficient d'allocations familiales.

../..

Article 3.

§ 1er. L'indemnité de service aux forces belges d'occupation est payable mensuellement et à terme échu. Elle est allouée à partir du lendemain du jour où le militaire rejoint les forces belges d'occupation jusqu'à la veille du jour où il quitte définitivement celles-ci.

§ 2. Depuis et y compris le jour où il quitte son unité d'origine jusques et y compris le jour de son arrivée aux forces belges d'occupation, depuis et y compris le jour où il quitte les forces belges d'occupation jusques et y compris le jour où il rejoint sa nouvelle unité, l'intéressé est considéré comme effectuant une missi et les dispositions du chapitre II lui sont applicables.

Article 4.

Le militaire en service aux forces belges d'occupation, chargé d'une mission en dehors du secteur belge, cesse d'avoir droit à l'indemnité de service aux forces belges d'occupation depuis et y compris le jour du départ jusques et y compris le jour du retour.

Durant cette mission, le militaire bénéficie des dispositions relatives à l'indemnisation pour mission temporaire dans le pays ou la zone d'occupation où s'accomplit la mission. Toutefois, pendant la durée des voyages aller et retour, le militaire n'a droit au remboursement de ses frais de logement que sur production d'un mémoire justificatif.

Si la mission a lieu en Belgique, les taux des indemnités auxquelles le militaire a droit sont ceux prévus par la réglementation relative aux indemnités pour frais de séjour à l'intérieur du Royaume. Toutefois, ces indemnités ne sont dues que pour les journées de voyage au militaire appointé marié dont la famille n'est pas installée en secteur belge d'occupation et qui accomplit

../..

une mission dans la commune ou l'agglomération de sa résidence effective.

Article 5.

Le militaire en service aux forces belges d'occupation chargé d'une mission dans le secteur belge conserv l'indemnité de service aux forces belges d'occupation.

Durant ces missions, le militaire est remboursé de ses frais de logement sur production d'un mémoire justificatif.

Dans des cas exceptionnels et sur avis favorable de l'inspecteur des Finances, le Ministre de la Défense nationale ou son délégué peut suspendre le droit à l'indemnité de service aux forces belges d'occupation, depui et y compris le jour du départ en mission jusques et y compris le jour du retour. Durant cette mission, le militaire bénéficie du régime d'indemnisation prévu au chapitre II du présent arrêté pour les missions temporaire en territoires occupés.

Article 6.

Les militaires mariés dont la famille n'est pas installée en secteur belge et les militaires célibataires cessent d'avoir droit à l'indemnité de service aux force belges d'occupation pendant la durée des hospitalisation et des congés pour motif de santé, lorsque les hospitalis tions ont lieu ou lorsque ces congés sont passés en dehors du secteur belge d'occupation.

Section II. Indemnité spéciale de service aux forces belges d'occupation accordée à certains militaires.

Article 7.

Outre l'indemnité prévue dans la section Ière du présent chapitre, il est alloué une indemnité spéciale :

../..

1° aux officiers médecins et vétérinaires des cadres actifs en service aux forces belges d'occupation;

2° aux chefs de musique et aux musiciens en service aux forces belges d'occupation.

Les taux journaliers de cette indemnité sont fixés aux annexes du présent arrêté.

Article 8.

L'indemnité spéciale prévue à l'article 7 est payable mensuellement et à terme échu.

Elle est allouée à partir du lendemain du jour où le militaire rejoint les forces belges d'occupation jusqu'à la veille du jour où il quitte définitivement celle ci.

Section III. Indemnité de commandement.

Article 9.

Outre l'indemnité prévue dans la section Ière du présent chapitre, il est alloué une indemnité de commandement aux hautes autorités militaires, désignées par décision ministérielle pour exercer même intérimairement, en secteur belge, les fonctions de commandant de zone, de secteur ou de sous-secteur.

Les taux mensuels de cette indemnité sont fixés aux annexes du présent arrêté.

Article 10.

L'indemnité prévue à l'article 9 est payée anticipativement.

Elle est acquise pour le mois entier dans toutes les positions donnant droit au traitement, et est due à partir du 1er du mois qui suit la mutation donnant ouverture au droit ou à partir du jour de la mutation elle-même si celle-ci a lieu le 1er d'un mois.

../..

Elle cesse à la fin du mois au cours duquel se produit la mutation entraînant suppression de l'indemnité.

Article 11.

En cas de cumul de fonctions donnant chacune droit à une indemnité de commandement, l'indemnité la plus élevée est seule attribuée.

L'allocation attachée à l'exercice de certaines fonctions militaires spécialisées, prévue par l'arrêté du Régent du 12 juillet 1948, et l'indemnité de fonctions, prévue à l'article 138 du règlement approuvé par l'arrêté royal du 25 juin 1931, ne sont pas allouées aux officiers bénéficiaires de l'indemnité de commandement prévue à l'article 9 du présent arrêté.

Section IV. Allocations pour charge de famille.

Article 12.

Le militaire appointé en service aux forces belges d'occupation qui se fait accompagner ou rejoindre par des enfants mineurs dont il a la charge, bénéficie du régime d'allocations familiales applicable aux militaires dont les enfants sont élevés à l'intérieur du Royaume.

Section V. Personnes assimilées aux militaires.

Article 13.

Les dispositions du chapitre Ier du présent arrêté sont applicables aux personnes en service aux forces belges d'occupation qui, par décision du Ministre de la Défense nationale, sont assimilées aux militaires.

Elles perçoivent les indemnités aux taux fixés pour les militaires du grade auquel elles sont assimilées.

../..

Toutefois, peuvent seules prétendre à l'indemnité de service aux forces belges d'occupation aux taux prévus pour les mariés, les personnes de sexe masculin mariées non séparées de corps et celles de l'un ou de l'autre sexe qui ont la charge d'un ou plusieurs enfants pour lesquels des allocations familiales sont attribuées

CHAPITRE II. Régime d'indemnisation applicable aux militaires appointés et soldés, accomplissant des missions temporaires en territoires occupés.

Section I. Remboursement des frais de séjour.

Article 14.

Les missions accomplies en territoires occupés donnent droit au remboursement des frais de séjour sur production d'un mémoire justificatif.

Toutefois, des indemnités journalières forfaitaires couvrant les frais de séjour sont fixées dans les annexes du présent arrêté pour les missions accomplies dans certaines zones ou secteur d'occupation; elles sont allouées suivant les modalités fixées aux articles 15 à 17.

Article 15.

Les indemnités journalières forfaitaires comprennent

1° une indemnité couvrant les frais divers, qui est due en toute circonstance; toutefois, cette indemnité n'est pas accordée aux militaires soldés en mission dans le secteur belge lorsqu'il est logé et nourri aux frais de l'Etat;

2° une indemnité couvrant les frais de nourriture, qui n'est allouée que si le militaire n'a pas été nourri aux frais de l'Etat;

./..

3° une indemnité couvrant les frais de logement, qui n'es allouée que si le militaire n'a pas été logé aux frai de l'Etat.

Les indemnités couvrant les frais de nourriture et de logement peuvent être réunies.

Article 16.

Les indemnités forfaitaires prévues pour la zone ou le secteur où le militaire se rend, sont dues depuis le lendemain de l'arrivée à destination jusqu'à la veille du départ.

Pendant la durée des voyages aller et retour, en ce compris les jours de départ et d'arrivée, le militaire en mission est indemnisé :

- de ses frais de logement, sur production d'un mémoire justificatif;

- de ses frais de nourriture et divers, sur la base des dispositions relatives à l'indemnisation pour missions temporaires dans le pays de départ pour les territoires occupés.

Article 17.

Lorsqu'au cours d'une même journée, le militaire accomplit une mission dans des zones ou secteurs différents il est indemnisé de ses frais de nourriture, de logement et divers sur la base du taux le plus élevé lorsqu'il existe un taux forfaitaire pour chaque zone ou secteur, ou sur production d'un mémoire justificatif s'il n'existe pas de taux forfaitaire pour chaque zone ou secteur.

Section II. Remboursement des frais de transport.

Article 18.

L'autorité qui ordonne le déplacement détermine l'itinéraire à suivre et le moyen de transport à utiliser

../..

Les frais de parcours, y compris les frais éventuels de voiture pour les changements de gare, les trajets de la gare à l'hôtel et vice versa, etc... et le transport d'un maximum de bagages fixé par le Ministre de la Défense nationale, y compris la manutention et l'assurance, sont remboursés sur production d'un mémoire justificatif.

Section III. Remboursement des frais exceptionnels.

Article 19.

Sur décision du Ministre de la Défense nationale, les frais exceptionnels, et notamment les frais médicaux et pharmaceutiques, peuvent être remboursés sur production d'un mémoire justificatif.

Section IV. Personnes assimilées aux militaires.

Article 20.

Les dispositions du chapitre II du présent arrêté sont applicables aux personnes accomplissant des missions temporaires en territoires occupés qui, par décision du Ministre de la Défense nationale, sont assimilée aux militaires.

CHAPITRE III. Régime d'indemnisation applicable aux militaires appointés et soldés, attachés en permanence aux organismes de liaison près des commandements alliés des zones d'occupation.

Section Ière. Remboursement des frais de séjour.

Article 21.

Des indemnités journalières forfaitaires, dites

../..

"indemnités de service permanent en territoires occupés", fixées dans les annexes du présent arrêté, sont allouées suivant les modalités fixées aux articles 22 à 25 aux militaires attachés en permanence aux organismes de liaison près des commandements alliés des zones d'occupation. Elles sont payables mensuellement à terme échu.

Article 22.

Les indemnités de service permanent en territoires occupés comprennent :

1° une indemnité couvrant les frais divers, qui est due en toutes circonstances;

2° une indemnité couvrant les frais de nourriture, qui n'est allouée que si le militaire n'a pas été nourri aux frais de l'Etat;

3° une indemnité couvrant les frais de logement, qui n'est allouée que si le militaire n'a pas été logé aux frais de l'Etat.

Les indemnités couvrant les frais de nourriture et de logement peuvent être réunies.

Article 23.

§ 1er. Les indemnités de service permanent sont dues à partir du lendemain du jour où le militaire rejoint son poste jusqu'à la veille du jour où il quitte définitivement celui-ci.

§ 2. Depuis et y compris le jour où il quitte son unité d'origine jusques et y compris le jour de son arrivée au poste qu'il rejoint, depuis et y compris le jour où il quitte son poste en cas de cessation de fonctions jusques et y compris le jour de son retour à son unité d'origine, l'intéressé est considéré comme effectuant une mission temporaire en territoires occupés et

../..

les dispositions de la section 1ère du Chapitre II du présent arrêté lui sont applicables.

Article 24.

Le militaire attaché en permanence à un organisme de liaison près des commandements alliés des zones d'occupation, chargé d'une mission dans la zone ou hors de la zone où se trouve installé cet organisme, est considéré, depuis et y compris le jour du départ jusques et y compris le jour du retour, comme effectuant une mission temporaire.

Si la mission a lieu en territoires occupés, les dispositions du chapitre II du présent arrêté lui sont applicables.

Si la mission a lieu à l'étranger, la réglementation relative aux militaires accomplissant des missions à l'étranger lui est applicable.

Si la mission a lieu en Belgique, les taux des indemnités auxquelles le militaire a droit sont ceux prévus par la réglementation relative aux indemnités pour frais de séjour à l'intérieur du Royaume.
Toutefois, pendant la durée des voyages aller et retour, le militaire en mission n'a droit aux remboursements de ses frais de logement que sur production d'un mémoire justificatif.

Durant ces missions, les indemnités de service permanent en territoires occupés sont réduites à l'indemnité couvrant les frais de logement pour autant que le militaire bénéficie de celle-ci au siège de son organisme.

Article 25.

§ 1er. Lorsqu'un militaire attaché en permanence à un organisme de liaison près des commandements alliés des zones d'occupation est désigné pour être attaché en

../..

permanence à un organisme de liaison ayant son siège dans une autre zone d'occupation, les indemnités de service permanent en territoires occupés fixées pour la zone d'occupation qu'il quitte cessent de lui être dues à partir du jour du départ inclusivement; les indemnités fixées pour la zone d'occupation de son nouveau poste lui sont dues à partir du lendemain du jour de son arrivée à destination.

§ 2. Durant le déplacement, l'intéressé est considéré comme effectuant une mission temporaire en territoires occupés et les dispositions de la section 1ère du chapitre II du présent arrêté lui sont applicables.

Section II. Remboursement des frais de transport.

Article 26.

§ 1er. L'autorité qui ordonne le déplacement détermine l'itinéraire à suivre et le moyen de transport à utiliser.

§ 2. Les militaires appointés peuvent, moyennant autorisation préalable du Ministre de la Défense nationale, se faire accompagner par leur famille.
Par famille, il faut entendre l'épouse et les enfants mineurs à charge.

Exceptionnellement et moyennant autorisation spéciale et préalable du Ministre de la Défense nationale, les enfants âgés de plus de 21 ans et, éventuellement, d'autres personnes à charge pourront être considérés comme faisant partie de la famille.

§ 3. Les frais de parcours du militaire et éventuellement de sa famille, y compris les frais éventuels de voiture pour les changements de gare, les trajets de la gare à l'hôtel et vice versa, etc... et le transport d'un

../..

maximum de bagages fixé par le Ministre de la Défense nationale, y compris la manutention et l'assurance, sont remboursés sur production d'un mémoire justificatif.

Section III. Remboursement des frais exceptionnels.

Article 27.

Sur décision du Ministre de la Défense nationale, les frais exceptionnels, et notamment les frais médicaux et pharmaceutiques, peuvent être remboursés sur production d'un mémoire justificatif.

Section IV. Allocations pour charge de famille.

Article 28.

Le militaire attaché en permanence aux organismes de liaison près des commandements alliés des zones d'occupation qui se fait accompagner ou rejoindre par des enfants mineurs dont il a la charge, bénéficie du régime d'allocations familiales applicable aux militaires dont les enfants sont élevés à l'intérieur du Royaume.

Section V. Personnes assimilées aux militaires.

Article 29.

Les dispositions du chapitre III du présent arrêté sont applicables aux personnes attachées en permanence aux organismes de liaison près des commandements alliés des zones d'occupation qui, par décision du Ministre de la Défense nationale, sont assimilées aux militaires.

../..

CHAPITRE IV. Dispositions finales.

Article 30.

§ 1er. Du 1er juillet 1948 jusqu'à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, l'article 1er, alinéa 1er, de l'arrêté du Régent du 16 janvier 1947 portant allocation d'indemnités aux militaires appointés en service à l'armée d'occupation, est remplacé par la disposition suivante :

" Il est alloué aux militaires en service à l'armée d'occupation une indemnité de service en Allemagne occupée dont le taux est fixé comme suit :

Catégories	Grades	Taux mensuels.
Militaires appointés mariés dont la famille bénéficie d'un logement en A.O.	Officiers	1215
	Sous-officiers	608
	Caporaux et soldats	304
Militaires appointés, mariés dont la famille ne bénéficie pas d'un logement en A. O.	Officiers	1823
	Sous-officiers	1069
	Caporaux et soldats	529
Militaires appointés, célibataires.	Officiers	608
	Sous-officiers	304
	Caporaux et soldats	152

§ 2. Entre les mêmes dates, l'article 2 de l'arrêté du Régent du 16 janvier 1947, tel qu'il est modifié par l'arrêté du Régent du 23 juin 1947, est remplacé par la disposition suivante :

../..

" Article 2. Sans préjudice aux droits résultant pour les intéressés des dispositions de l'article précédent, il est accordé aux officiers médecins et officiers vétérinaires des cadres actifs, en service à l'armée d'occupation, une indemnité mensuelle de 2.250 francs.".

§ 3. Entre les mêmes dates, l'article 3, alinéa ler, de l'arrêté du Régent du 16 janvier 1947 est remplacé par la disposition suivante :

" Outre l'indemnité prévue par l'article ler du présent arrêté, il est alloué une indemnité de commandement aux hautes autorités militaires, désignées par décision ministérielle pour exercer, même intérimairement, les fonctions ci-après indiquées en Allemagne occupée.
Le taux mensuel de cette indemnité est fixé comme suit :
commandant de zone : 4.500 frs,
commandant de secteur : 3.375 frs,
commandant de sous-secteur : 2.250 frs.".

§ 4. Entre les mêmes dates, l'article ler de l'arrêté du Régent du 23 septembre 1947 allouant une indemnité aux musiciens en service à l'armée d'occupation est remplacé par la disposition suivante :

"Article ler. Sans préjudice aux droits résultant pour le intéressés des dispositions de l'arrêté du Régent du 16 janvier 1947 portant allocation d'indemnités aux militaires appointés en service à l'armée d'occupation, les chefs de musique et les musiciens en service à l'armée d'occupation bénéficient d'une indemnité mensuelle de 338 francs.".

Article 31.

Jusqu'à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, les militaires qui ont été affectés à un organisme de liaison auprès des commandements américain, britannique et français en territoires occupés sont considérés comme étant en service à l'armée d'occupation.

../..

A partir du ler avril 1947 et jusqu'à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, les militaires affectés à un organisme de liaison auprès du commandement britannique en territoires occupés bénéficient, en outre, du logement et de la nourriture à charge de l'Etat.

Article 32.

Sont abrogés :

1° l'arrêté du Régent du 16 janvier 1947 portant allocation d'indemnités aux militaires appointés en service à l'armée d'occupation, modifié par l'arrêté du Régent du 23 juin 1947;

2° l'arrêté du Régent du 23 septembre 1947 allouant une indemnité aux musiciens en service à l'armée d'occupation;

3° l'arrêté du Régent du 16 octobre 1947 allouant les indemnités de marche et pour logement hors garnison ou de séparation à certains militaires appartenant à l'armée d'occupation et détachés en Belgique.

Article 33.

Le présent arrêté entre en vigueur le ler du mois qui suit sa publication au Moniteur belge.

Article 34.

Le Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE PRINCE ROYAL :
Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

../..

ANNEXES.

Annexe I. Remplacer l'intitulé par "I. Indemnité de service aux forces belges d'occupation".

Annexe 2. Remplacer l'intitulé par : "2. Indemnité spéciale de service aux forces belges d'occupation".

Annexe 4. Supprimer le N.B. au tableau a).

Annexe 5. Tableau b : supprimer la remarque et rédiger le tableau comme l'est le tableau c) de l'annexe 4.

Afdeling II van hoofdstuk 1 van het ontwerp handelt over een verhoging der vergoeding wegens dienst bij de Belgische bezettingstrijdkrachten.

Aangezien het in werkelijkheid gaat om een bijzondere vergoeding waarvan de toekenning buiten de in de artikelen 3 tot 6 opgenomen regelen valt, ware het verkieslijk de formule "verhoging van de vergoeding wegens dienst bij de Belgische bezettingstrijdkrachten" te vervangen door "bijzondere vergoeding wegens dienst bij de Belgische bezettingstrijdkrachten."

Artikel 11 verbiedt de cumulatie van kommandovergoedingen en de cumulatie van een kommandovergoeding met de uitkering die aan de uitoefening van sommige gespecialiseerde militaire functies verbonden is. Het is niet uit te maken of dat artikel eveneens verbiedt de kommandovergoeding te cumuleren met de verschillende zogenaamde ambtsvergoedingen bepaald in artikel 138 van het bij koninklijk besluit van 25 Juni 1931 bekrachtigd reglement.

Is het de bedoeling van de regering zodanige cumulaties namelijk met de vergoeding bepaald in artikel 138 van dit reglement, te verbieden, dan zou het tweede lid van artikel 11 als volgt moeten luiden :

" De uitkering die aan de uitoefening van sommige gespecialiseerde militaire functies is verbonden en in het besluit van de Regent van 12 Juli 1948 is bepaald, en de ambtsvergoeding bepaald in artikel 138 van het bij koninklijk besluit van 25 Juni 1931 bekrachtigd reglement, worden niet uitgekeerd aan de officieren die de in artikel 9 van dit besluit bepaalde commandovergoeding genieten.".

Artikel 13 machtigt de Minister van Landsverdediging om personen die bij de Belgische bezettingstrijdkrachten in dienst zijn, met militairen gelijk te stellen.

./.

Om alle twijfel omtrent de draagwijdte van die gelijkstelling weg te nemen, zou men aan dat artikel een lid moeten toevoegen, zeggende dat de aldus gelijkgestelde personen de in het ontwerp bepaalde vergoedingen ontvangen tot een beloop van het bedrag, vastgesteld voor de militairen van de graad waarmede zij gelijkgesteld zijn.

Bovendien zou men als derde lid in dit artikel moeten opnemen het tweede lid van paragraaf 2 van artikel 2. Die bepaling vormt immers een uitzondering op de beginselen in het tweede lid vooropgezet.

In artikel 15 zou moeten ingevoegd worden de afwijking vervat in de nota bene onderaan de vierde tabel van de bijlagen. Die afwijking zou dan onder het 1° van het artikel komen te staan.

Artikel 16 wil een definitie geven van de begrippen van eenvoudige opdrachten en veelvoudige opdrachten. Over zodanige opdrachten is evenwel in geen enkele bepaling van het ontwerp sprake; dat artikel schijnt dus zonder enig bezwaar te kunnen wegvallen.

Dienvolgens zal men de nummering van al de volgende artikelen moeten wijzigen.

Uit de gegeven tekst van artikel 24 zou men kunnen afleiden dat de vergoedingen wegens vaste dienst, die "verschuldigd zijn van de dag nadat de militair zich bij zijn post voegt tot de dag vóór dat hij deze definitief verlaat", aan de militair worden uitgekeerd wanneer hij met verlof is.

Beantwoordt deze interpretatie niet aan de bedoeling van de regering, dan zou men het artikel op zulke wijze moeten stellen dat verdere twijfel omtrent zijn betekenis onmogelijk wordt. Als voorbeeld hiervoor zou kunnen dienen

./.

de tekst van artikel 15 van het ontwerp van besluit tot vaststelling van het vergoedingstelsel toepasselijk op de militairen en de met militairen gelijkgestelde personen die opdrachten in het buitenland vervullen, ontwerp waarover de Raad van State onder nr L. 1127 heeft geadviseerd.

Artikel 27 handelt over de verplaatsingen van de militairen die vast verbonden zijn aan de verbindingsorganismen bij de geallieerde commando's der bezettingzones in Duitsland.

Is de regering, zoals artikel 29 er op schijnt te wijzen, voornemens aan genoemde militairen dezelfde voordelen te geven als de militairen in vast verband bij de in het buitenland gevestigde organismen voor hun gezin ontvangen, dan behoeft artikel 27 enige aanvulling.

Als voorbeeld kan hier dienen de tekst van artikel 17 van het ontwerp van besluit dat het voorwerp is geweest van advies nr L. 1127 van de Raad van State.

Met artikel 31 bedoelt men niet overgangsmaatregelen te treffen, maar wel wijzigingen te brengen aan de besluiten die, zolang het nieuwe besluit niet in werking is getreden, de toekenning van de vergoeding wegens dienst in bezet Duitsland zullen regelen.

In een aangepaste redactie van dat artikel zou die bedoeling beter tot uiting komen.

Artikel 32 strekt tot regularisatie van de toestand van de militairen, die vast verbonden zijn aan een verbindingsorganisme bij de geallieerde commando's in bezet Duitsland.

In de door de regering gewijzigde vorm geeft dit artikel geen aanleiding tot opmerkingen.

./.

Tenslotte zijn bij het ontwerp tal van opmerkingen te maken, die alleen de vorm betreffen en geen commentaar behoeven. Zij blijken uit de hierna volgende tekst.

Koninklijk besluit tot vaststelling van het vergoedingstelsel toepasselijk op de militairen en de met militairen gelijkgestelde personen die bij de Belgische bezettingstrijdkrachten in dienst zijn of opdrachten in bezette gebiedsdelen vervullen.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins, die de grondwettelijke macht van de Koning uitoefent,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 67 van de Grondwet;

Gelet op het reglement over de wedden, soldijen en allerlei vergoedingen, alsmede over de rechten van het leger- en gendarmeriepersoneel op toekenningen en verstrekkingen in geld en in natura, bekrachtigd bij koninklijk besluit van 25 Juni 1931;

Gelet op het besluit van de Regent van 12 Juli 1948 waarbij een toelage verbonden wordt aan de uitoefening van bepaalde speciale militaire functies, gewijzigd bij besluit van de Regent van 5 Juni 1950;

Gelet op het besluit van tot vaststelling van het vergoedingstelsel toepasselijk op de militairen en de met militairen gelijkgestelde personen die opdrachten in het buitenland vervullen;

Overwegende dat de vergoeding van de militairen, die in bezette gebieden in dienst zijn of er tijdelijke opdrachten vervullen, het voorwerp van bijzondere bepalingen moet worden;

./.

Gelet op de machtiging van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg gegeven op eensluidend advies van de commissie van advies betreffende de contrôle en de betwiste zaken, in verband met het stelsel der kindertoeslagen;

Gelet op de adviezen van de Eerste-Minister, gegeven de 4e April 1950 en de 23e Juni 1950;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.

In afwijking van het besluit van , regelen de bepalingen van het tegenwoordig besluit het vergoedingstelsel toepasselijk op de militairen en de met militairen gelijkgestelde personen, die bij de Belgische bezettingstrijdkrachten in dienst zijn of opdrachten in bezette gebieden vervullen.

HOOFDSTUK I. Vergoedingstelsel toepasselijk op de weddetrekkende militairen in dienst bij de Belgische bezettingstrijdkrachten.

Afdeling 1. Vergoeding wegens dienst bij de Belgische bezettingstrijdkrachten.

Artikel 2.

§ 1. Aan de weddetrekkende militairen die bij de Belgische bezettingstrijdkrachten in dienst zijn of er een stage maken, wordt een dagelijkse vergoeding, genaamd "vergoeding wegens dienst bij de Belgische bezettingstrijdkrachten", toegekend, waarvan het bedrag in de bijlagen van dit besluit is vastgesteld.

./.

§ 2. Deze vergoeding wordt volgens de voor de gehuwden bepaalde bedragen uitgekeerd aan de militairen die ongehuwd, weduwnaar, van tafel en bed gescheiden of uit de echt gescheiden zijn, voor zover zij één of meer kinderen ten laste hebben voor wie zij kinderbijslag genieten.

Artikel 3.

§ 1. De vergoeding wegens dienst bij de Belgische bezettingstrijdkrachten wordt maandelijks, na vervallen termijn, uitbetaald. Zij wordt toegekend van de dag nadat de militair zich bij de Belgische bezettingstrijdkrachten voegt tot de dag vóórdat hij ze definitief verlaat.

§ 2. Van de dag af waarop hij zijn oorspronkelijke eenheid verlaat - die dag inbegrepen -, tot en met de dag waarop hij zich bij de Belgische bezettingstrijdkrachten voegt, van de dag af waarop hij de Belgische bezettingstrijdkrachten verlaat - die dag inbegrepen -, tot en met de dag waarop hij zich bij zijn nieuwe eenheid voegt, wordt de belanghebbende beschouwd als een opdracht vervullend en zijn de bepalingen van hoofdstuk II op hem van toepassing.

Artikel 4.

De militair, die bij de Belgische bezettingstrijdkrachten in dienst is en buiten de Belgische sector met een opdracht wordt belast, heeft, vanaf de dag van afreis - die dag inbegrepen - tot en met de dag van terugkeer, niet langer recht op de vergoeding wegens dienst bij de Belgische bezettingstrijdkrachten.

Tijdens die opdracht zijn op de militair toepasselijk de bepalingen betreffende de vergoeding voor tijdelijke opdrachten in het land of in de bezettingzone waar de opdracht vervuld wordt. Gedurende de heen- en terugreis evenwel heeft de militair alleen recht op terugbetaling van zijn kosten van huisvesting zo hij een staat van verantwoording overlegt.

./.

Heeft de opdracht in België plaats, dan zijn de bedragen van de vergoedingen waar de militair recht op heeft die, welke bepaald zijn in de regeling van de vergoedingen voor verblijfkosten binnen het Rijk. Echter zijn die vergoedingen alleen voor de reisdagen verschuldigd aan de gehuwde weddetrekkende militair, wiens gezin niet in de Belgische bezettingsector is gevestigd en die een opdracht vervult in de gemeente of agglomeratie van zijn werkelijke verblijfplaats.

Artikel 5.

De militair, die bij de Belgische bezettingstrijdkrachten in dienst is en met een opdracht in de Belgische sector is belast, behoudt de vergoeding wegens dienst bij de Belgische bezettingstrijdkrachten.

Gedurende die opdrachten krijgt de militair zijn kosten van huisvesting terugbetaald tegen overlegging van een staat van verantwoording.

In uitzonderingsgevallen en op gunstig advies van de inspecteur van Financiën, kan de Minister van Landsverdediging of zijn gemachtigde het recht op de vergoeding wegens dienst bij de Belgische bezettingstrijdkrachten schorsen vanaf de dag van afreis, die dag inbegrepen, tot en met de dag van terugreis. Tijdens die opdrachten geniet de militair het vergoedingstelsel in hoofdstuk II van dit besluit voor de tijdelijke opdrachten in bezet gebied bepaald.

Artikel 6.

De gehuwde militairen wier gezin niet in de Belgische sector is gevestigd en de ongehuwde militairen hebben niet langer recht op de vergoeding wegens dienst bij de Belgische bezettingstrijdkrachten gedurende de periodes van verpleging in een hospitaal en van verlof om gezondheidsredenen, wanneer zij buiten de Belgische sector hun verpleging krijgen of hun ziekteverlof doorbrengen.

./.

Afdeling II. Bijzondere vergoeding wegens dienst bij de Belgische bezettingstrijdkrachten toegekend aan sommige militairen.

Artikel 7.

Behalve de vergoeding bepaald in afdeling I van dit hoofdstuk, wordt een bijzondere vergoeding toegekend :

1° aan de officieren geneesheren en veeartsen van de actieve kaders in dienst bij de Belgische bezettingstrijdkrachten;

2° aan de kapelmeesters en aan de muzikanten in dienst bij de Belgische bezettingstrijdkrachten.

De dagelijkse bedragen van die vergoeding zijn in de bijlagen van dit besluit vastgesteld.

Artikel 8.

De in artikel 7 bepaalde bijzondere vergoeding wordt maandelijks, na vervallen termijn, uitbetaald. Zij wordt toegekend van de dag nadat de militair zich bij de Belgische bezettingstrijdkrachten voegt tot de dag voordat hij ze definitief verlaat.

Afdeling III. Commandovergoeding.

Artikel 9.

Behalve de in afdeling I van dit hoofdstuk bepaalde vergoeding, wordt een commandovergoeding uitgekeerd aan de hoge militaire overheden, die bij beslissing van de Minister aangewezen worden om, zelfs ad interim, in de Belgische sector de functies van zone-, sector- of ondersectorcommandant waar te nemen.

De maandelijkse bedragen van die vergoeding zijn in de bijlagen van dit besluit vastgesteld.

Artikel 10.

De in artikel 9 bepaalde vergoeding wordt vooraf uitbetaald.

Zij is voor de ganse maand verkregen in alle standen die recht geven op wedde, en is verschuldigd van de eerst der maand volgend op de mutatie die er recht op geeft, of van de dag der mutatie zelf, wanneer deze de eerste da van een maand plaats heeft.

Zij wordt gestaakt op het einde der maand waarin de mutatie die de afschaffing van de vergoeding met zich brengt, plaats heeft.

Artikel 11.

In geval van cumulatie van functies die elk op een commandovergoeding recht geven, wordt alleen de hoogste vergoeding toegekend.

De uitkering die aan de uitoefening van sommige gespecialiseerde militaire functies is verbonden en in het besluit van de Regent van 12 Juli 1948 is bepaald, en de ambtsvergoeding bepaald in artikel 138 van het bij koninklijk besluit van 25 Juni 1931 bekrachtigd reglement, worden niet uitgekeerd aan de officieren die de in artikel 9 van dit besluit bepaalde commandovergoeding genieten.

Afdeling IV. Uitkeringen voor gezinslast.

Artikel 12.

De weddetrekkende militair in dienst bij de Belgische bezettingstrijdkrachten, die zich laat vergezellen van minderjarige kinderen te zijnen laste of deze laat overkomen, komt in aanmerking voor het stelsel der kinderbijslagen dat van toepassing is op de militairen wier kinderen in het Koninkrijk worden grootgebracht.

./.

Afdeling V. Met militairen gelijkgestelde personen.

Artikel 13.

De bepalingen van hoofdstuk I van dit besluit zijn toepasselijk op de personen, in dienst bij de Belgische bezettingstrijdkrachten, die bij beslissing van de Minister van Landsverdediging met militairen gelijkgesteld zijn.

Die personen ontvangen de vergoedingen tot een beloop van de bedragen vastgesteld voor de militairen van de graad waarmede zij gelijkgesteld zijn.

Echter kunnen alleen aanspraak maken op de vergoeding wegens dienst bij de Belgische bezettingstrijdkrachten tot een beloop van de voor gehuwden vastgestelde bedragen, de personen van mannelijk geslacht die gehuwd en niet van tafel en bed gescheiden zijn, en de personen van het ene of het andere geslacht die een of meer kinderen ten laste hebben voor wie zij kinderbijslag genieten.

HOOFDSTUK II. Vergoedingstelsel toepasselijk op de weddetrekkende en soldijtrekkende militairen, die tijdelijke opdrachten in bezette gebiedsdelen vervulle

Afdeling I. Terugbetaling van de verblijfkosten.

Artikel 14.

De opdrachten in bezette gebieden geven recht op terugbetaling van de verblijfkosten, tegen overlegging van een staat van verantwoording.

Echter worden, voor de opdrachten in bepaalde bezettingzones of -sectoren, forfaitaire dagelijkse vergoedinge tot dekking van de verblijfkosten vastgesteld in de bijlagen van dit besluit; zij worden uitgekeerd volgens de modaliteiten bepaald in de artikelen 15 tot 17.

./.

Artikel 15.

De forfaitaire dagelijkse vergoedingen omvatten :

1° een vergoeding tot dekking van allerlei kosten, die in alle omstandigheden verschuldigd is; echter wordt die vergoeding niet toegekend aan de soldijtrekkende militairen met opdracht in de Belgische sector, wanneer hij op Staatskosten wordt gehuisvest en gevoed;

2° een vergoeding tot dekking van de voedingskosten, die slechts uitgekeerd wordt wanneer de militair niet op Staatskosten wordt gevoed;

3° een vergoeding tot dekking van de huisvestingskosten, die slechts uitgekeerd wordt indien de militair niet op Staatskosten wordt gehuisvest.

De vergoedingen tot dekking van de kosten voor voeding en huisvesting kunnen worden samengebracht.

Artikel 16.

De forfaitaire vergoedingen bepaald voor de zone of de sector waarheen de militair zich begeeft, zijn verschuldigd van de dag na de aankomst ter bestemming tot de dag voor de afreis.

Gedurende de heen- en terugreis, daarin begrepen de dagen van afreis en aankomst, krijgt de militair in opdracht vergoed :

- zijn kosten van huisvesting, tegen overlegging van een staat van verantwoording;
- zijn kosten van voeding en allerhande, op basis van de bepalingen betreffende de vergoeding voor tijdelijke opdrachten in het land van afreis naar de bezette gebieden.

./

Artikel 17.

Wanneer de militair op één zelfde dag in verschillende zones of sectoren een opdracht vervult, krijgt hij zijn kosten van voeding, van logies en allerhande vergoed tegen het hoogste bedrag wanneer een forfaitair bedrag voor elke zone of sector bestaat, of tegen overlegging van een staat van verantwoording wanneer geen forfaitair bedrag voor elke zone of sector bestaat.

Afdeling II. Terugbetaling van de vervoerkosten.

Artikel 18.

De overheid die de verplaatsing beveelt, bepaalt de te volgen weg en het te gebruiken vervoermiddel.

De reiskosten, met inbegrip van gebeurlijke rijtuigkosten voor verandering van station, trajecten van station naar hotel en omgekeerd, enz..., en het vervoer van een door de Minister van Landsverdediging bepaald maximum aan reisgoed, overbrenging en verzekering inbegrepen, worden op overlegging van een staat van verantwoording terugbetaald.

Afdeling III. Terugbetaling van buitengewone kosten.

Artikel 19.

Buitengewone kosten, en namelijk kosten voor geneesheer en apotheker, kunnen op beslissing van de Minister van Landsverdediging worden terugbetaald tegen overlegging van een staat van verantwoording.

Afdeling IV. Met militairen gelijkgestelde personen.

Artikel 20.

De bepalingen van hoofdstuk II van dit besluit zijn toepasselijk op de personen, die tijdelijke opdrachten in

./.

bezette gebieden vervullen en bij beslissing van de Minister van Landsverdediging met militairen gelijkgesteld zijn.

HOOFDSTUK III. Vergoedingstelsel toepasselijk op de weddetrekkende en soldijtrekkende militairen die vast verbonden zijn aan verbindingsorganismen bij de geallieerde commando's der bezettingzones.

Afdeling I. Terugbetaling van de verblijfkosten.

Artikel 21.

Aan de militairen die vast verbonden zijn aan verbindingsorganismen bij de geallieerde commando's der bezettingzones worden forfaitaire dagelijkse vergoedingen, genaamd "vergoedingen wegens vaste dienst in de bezette gebieden" en vastgesteld in de bijlagen van dit besluit, uitgekeerd volgens de modaliteiten bepaald in de artikelen 23 tot 25. Zij worden maandelijks, na vervallen termijn, uitbetaald.

Artikel 22.

De vergoedingen wegens vaste dienst in de bezette gebieden omvatten :

1° een vergoeding tot dekking van allerlei kosten, die in alle omstandigheden verschuldigd is;

2° een vergoeding tot dekking van de voedingskosten, die slechts uitgekeerd wordt wanneer de militair niet op Staatskosten werd gevoed;

3° een vergoeding tot dekking van de huisvestingskosten, die slechts uitgekeerd wordt wanneer de militair niet op Staatskosten werd gehuisvest.

./.

De vergoedingen tot dekking van de kosten voor voeding en huisvesting kunnen worden samengebracht.

Artikel 23.

§ 1. De vergoedingen wegens vaste dienst zijn verschuldigd van de dag nadat de militair zich bij zijn post voegt tot de dag voordat hij hem definitief verlaat.

§ 2. Van de dag af waarop hij zijn oorspronkelijke eenheid verlaat - die dag inbegrepen - tot en met de dag waarop hij de post, waarbij hij zich voegt, bereikt; van de dag af waarop hij in geval van staking van zijn functies zijn post verlaat - die dag inbegrepen - tot en met de dag waarop hij bij zijn oorspronkelijke eenheid terugkeert, wordt de belanghebbende beschouwd als een tijdelijke opdracht in de bezette gebieden vervullend en zijn de bepalingen van afdeling I van hoofdstuk II van dit besluit op hem van toepassing.

Artikel 24.

De militair, die vast verbonden is aan een verbindingsorganisme bij de geallieerde commando's der bezettingzones en die wordt belast met een opdracht in of buiten de zone waar dit organisme gevestigd is, wordt vanaf de dag van afreis - die dag inbegrepen - tot en met de dag van terugkeer beschouwd als een tijdelijke opdracht vervullend.

Heeft de opdracht in de bezette gebieden plaats, dan zijn de bepalingen van hoofdstuk II van dit besluit op hem van toepassing.

Heeft de opdracht in het buitenland plaats, dan is de regeling betreffende de militairen die opdrachten in het buitenland vervullen op hem van toepassing.

Heeft de opdracht in België plaats, dan zijn de bedragen van de vergoedingen waar de militair recht op heeft die,

./.

welke bepaald zijn in de regeling van de vergoedingen voor verblijfkosten binnen het Rijk.

Gedurende de heen- en de terugreis evenwel heeft de militair die met een opdracht is belast alleen recht op terugbetaling van de huisvestingskosten, zo hij een staat van verantwoording overlegt.

Tijdens die opdrachten worden de vergoedingen wegens vaste dienst in de bezette gebieden beperkt tot de vergoeding tot dekking van de huisvestingskosten, voor zover de militair ze in de zetel van zijn organisme geniet.

Artikel 25.

§ 1. Wordt een militair, die vast verbonden is aan een verbindingsorganisme bij de geallieerde commando's der bezettingzones, aangewezen om vast verbonden te worden aan een verbindingsorganisme met zetel in een andere bezettingzone, dan zijn de vergoedingen wegens vaste dienst in de bezette gebieden, vastgesteld voor de bezettingzone die hij verlaat, hem niet langer verschuldigd van de dag van afreis, die dag inbegrepen; de vergoedingen vastgesteld voor de bezettingzone van zijn nieuwe post zijn hem verschuldigd van de dag na zijn aankomst ter bestemming.

§ 2. Gedurende de reis wordt de belanghebbende beschouwd als een tijdelijke opdracht in de bezette gebieden vervullend, en zijn de bepalingen van afdeling I van hoofdstuk II van dit besluit op hem van toepassing.

Afdeling II. Terugbetaling van de vervoerkosten.

Artikel 26.

§ 1. De overheid die de reis beveelt, bepaalt de te volgen weg en het te gebruiken vervoermiddel.

./.

§ 2. De weddetrekkende militairen kunnen zich van hun familie laten vergezellen, mits daartoe vooraf door de Minister van Landsverdediging te zijn gemachtigd.

Onder familie wordt verstaan : de echtgenote en de minderjarige kinderen ten laste.

Bij uitzondering en na bijzondere en voorafgaande machtiging van de Minister van Landsverdediging, kunnen de kinderen van meer dan 21 jaar en gebeurlijk andere personen ten laste beschouwd worden als deel uitmakend van de familie.

§ 3. De reiskosten van de militair en eventueel van zijn familie, met inbegrip van de gebeurlijke rijtuigkosten bij de veranderingen van station, de trajecten van station naar hotel en omgekeerd, enz..., de vervoerkosten van een door de Minister van Landsverdediging bepaald maximum aan reisgoed, overbrenging en verzekering inbegrepen, worden tegen overlegging van een staat van verantwoording terugbetaald.

Afdeling III. Terugbetaling van de buitengewone kosten

Artikel 27.

Buitengewone kosten, en namelijk kosten voor geneesheer en apotheker, kunnen op beslissing van de Minister van Landsverdediging worden terugbetaald tegen overlegging van een staat van verantwoording.

Afdeling IV. Uitkeringen voor gezinslast.

Artikel 28.

De militair, die vast verbonden is aan verbindingsorganismen bij de geallieerde commando's der bezettingzones en die zich laat vergezellen van minderjarige kinderen te zijnen laste of deze laat overkomen, komt in aan-

./.

merking voor het stelsel der kinderbijslagen, van toepassing op de militairen wier kinderen in het Koninkrijk worden grootgebracht.

Afdeling V. Met militairen gelijkgestelde personen.

Artikel 29.

De bepalingen van hoofdstuk III van dit besluit zijn van toepassing op de personen, die vast verbonden zijn aan verbindingsorganismen bij de geallieerde commando's der bezettingzones en die, bij beslissing van de Minister van Landsverdediging, met militairen zijn gelijkgesteld.

HOOFDSTUK IV. Slotbepalingen.

Artikel 30.

§ 1. Van 1 Juli 1948 tot de dag waarop dit besluit in werking treedt, wordt artikel 1, eerste lid, van het besluit van de Regent van 16 Januari 1947 houdende toekenning van vergoedingen aan de weddetrekkende militairen in dienst bij het bezettingsleger door de volgende bepaling vervangen :

" Aan de bij het bezettingsleger dienende militairen, wordt een vergoeding wegens dienst in bezet Duitsland toegekend, waarvan het bedrag als volgt is vastgesteld:

Categorieën	Graden	Maandelijkse bedragen
Gehuwde weddetrekkende militairen, wier gezin in B. D. is gehuisvest	Officieren	1215
	Onderofficieren	608
	Korporaals en soldaten	304

./.

Gehuwde weddetrekkende militairen, wier gezin niet in B.D. is gehuisvest	Officieren	1823
	Onderofficieren	1069
	Korporaals en soldaten	529
Ongehuwde weddetrekkende militairen	Officieren	608
	Onderofficieren	304
	Korporaals en soldaten	152 ."."

§ 2. Tussen dezelfde data wordt artikel 2 van het besluit van de Regent van 16 Januari 1947, zoals het is gewijzigd bij besluit van de Regent van 23 Juni 1947, door de volgende bepaling vervangen :

" Artikel 2. Onverminderd de rechten welke voor de betrokkenen uit het voorgaande artikel volgen, wordt aan de bij het bezettingsleger dienende officieren-geneesheren en officieren-veeartsen der actieve kaders een maandelijkse vergoeding van 2.250 frank toegekend.",

§ 3. Tussen dezelfde data wordt artikel 3, eerste lid, van het besluit van de Regent van 16 Januari 1947 door de volgende bepaling vervangen :

" Benevens de in artikel 1 van dit besluit bepaalde vergoeding, wordt aan de hoge militaire overheden, die bij beslissing van de Minister aangewezen zijn om, zelfs ad interim, navermelde functies in bezet Duitsland uit te oefenen, een commandovergoeding toegekend. Het maandelijks bedrag dezer vergoeding is als volgt vastgesteld :

zonecommandant :	4.500 fr.
sectorcommandant :	3.375 fr.
ondersectorcommandant :	2.250 fr.".,

§ 4. Tussen dezelfde data wordt artikel 1 van het besluit van de Regent van 23 September 1947 houdende toekenning van een vergoeding aan de muzikanten in dienst

./.

bij het bezettingsleger, door de volgende bepaling vervangen :

" Artikel 1.- Onverminderd de rechten welke voor de betrokkenen volgen uit de bepalingen van het besluit van de Regent van 16 Januari 1947 houdende toekenning van vergoedingen aan de weddetrekkende militairen in dienst bij het bezettingsleger, genieten de bij het bezettingsleger dienende kapelmeesters en muzikanten een maandelijkse vergoeding van 338 frank.".

Artikel 31.

Tot de dag waarop dit besluit in werking treedt, worden de militairen die aan een verbindingsorganisme bij het Amerikaans, Duits en Frans commando werden verbonden, beschouwd als dienende bij het bezettingsleger.

Van 1 April 1947 en tot de dag waarop dit besluit in werking treedt, worden de militairen, verbonden aan een verbindingsorganisme bij het Duits commando in de bezette gebieden, daarenboven op Staatskosten gehuisvest en gevoed.

Artikel 32.

Opgeheven worden :

1° het besluit van de Regent van 16 Januari 1947 houdende toekenning van vergoedingen aan de weddetrekkende militairen in dienst bij het bezettingsleger, gewijzigd bij besluit van de Regent van 23 Juni 1947;

2° het besluit van de Regent van 23 September 1947 houdend toekenning van een vergoeding aan de muzikanten in dienst bij het bezettingsleger;

3° het besluit van de Regent van 16 October 1947 houdende toekenning van de marsvergoeding en de vergoeding wegens huisvesting buiten het garnizoen of de scheidingsvergoeding aan sommige militairen die tot het bezettingsleger behoren en in België gedetacheerd zijn.

./.

Artikel 33.

Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

Artikel 34.

De Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :
De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Financiën,

B I J L A G E N.

Bijlage 1. De titel wordt vervangen door :

" 1. Vergoeding wegens dienst bij de Belgische bezettingstrijdkrachten.".

Bijlage 2. De titel wordt vervangen door :

" 2. Bijzondere vergoeding wegens dienst bij de Belgische bezettingstrijdkrachten.".

Bijlage 4. De N.B. in tabel a) wordt geschrapt.

Bijlage 5. Onder tabel b) wordt de aanmerking geschrapt en de tabel wordt opgesteld zoals tabel c) in bijlage 4.

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président
De Heren : :		raadsheer van State,	voorzitter
	D. DECLEIRE,	conseillers d'Etat	
	J. COYETTE,	raadsheren van State	
	E. VAN DIEVOET,	assesseurs de la section de législation	
	P. COART-FRESART,	bijzitters van de afdeling wetgeving	
	J. SAROT,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) J. SAROT.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) F. LEPAGE.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister

de la Défense nationale.
van Landsverdediging.

Le 1950.

Pour le greffier du Conseil d'Etat,
Le Greffier adjoint,

De 1950.

Voor de griffier van de Raad van State,
De Adjunct-griffier,

J. CYPRES.